Titre: Coordinateur/trice National/e de Projet,

**Grade:** NOB

**No. du poste:** 11224

# Date de publication: 20 septembre 2023

**Date de clôture (minuit, heure locale d'Alger): 10 octobre 2023**

**Job ID:** 11224

**Départment:** BR-Afrique

**Unité:** BP-Alger

# Lieu d'affectation: Tunis

**Type de contrat:** Durée déterminée

**Durée du contract:** 12 mois (renouvelables sous réserve de la disponibilité des fonds)

Selon l’Article 4.2 (e) du Statut du personnel, le pourvoi des postes vacants dans les projets de coopération technique n’est pas régi dans le cadre de l’Annexe I du Statut du personnel et se fait par choix direct du Directeur général.

Afin de pourvoir à ce poste par sélection directe le BIT invite les personnes intéressées à soumettre leur candidature en ligne avant la date limite citée ci-dessus.

Peuvent soumettre leur candidature:

Les candidats/tes internes, en accord avec les paragraphes 31 et 32 de l'Annexe I du statut du Personnel.

Les candidats/tes externes\*

\*Le processus de recrutement des fonctionnaires nationaux est soumis aux critères spécifiques de recrutement local et d'éligibilité.

Le BIT attache une grande importance à la diversité parmi son personnel et accueille favorablement les candidatures de femmes qualifiées. Nous encourageons aussi celles de personnes handicapées. Si vous ne pouvez pas remplir notre formulaire de candidature en ligne en raison d'un handicap, veuillez envoyer un courriel à ilojobs@ilo.org.

Les nominations avec des contrats de coopération technique ne confèrent pas le droit à une carrière au BIT ni à un renouvellement automatique de contrat ou une conversion pour un engagement d’une autre nature au sein de l'Organisation. Un an de contrat à durée déterminée sera accordé. Par ailleurs, les prolongations de contrats de coopération technique sont conditionnées notamment aux éléments suivants: la disponibilité des fonds, la continuité du besoin des fonctions exercées et des services et une conduite satisfaisants.

\*Conditions d'emploi pour les candidats externes: Conformément à la pratique en vigueur au BIT, le/la candidat/e extérieur/e sera normalement recruté/e au premier échelon de ce grade. Le salaire d'entrée pour ce grade est de 84265 DT par an.

# Introduction: informations générales sur le contexte dans lequel le fonctionnaire travaillera

L’Organisation internationale du Travail est l’institution des Nations Unies qui a pour vocation de promouvoir et mettre en œuvre les droits fondamentaux au travail, d’accroître les opportunités d’emplois et de revenus pour les femmes et pour les hommes, d’étendre le bénéfice et l’efficacité de la protection sociale pour tous, et de renforcer le tripartisme et le dialogue social.

Le Bureau de Pays de l’Organisation Internationale du Travail (OIT) à Alger pour l’Algérie, la Libye, le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie, cherche à recruter un/e Coordinateur/trice National/e de Projet Chargé **de l’assistance techniques et du renforcement des capacités de gestion des communes** pour le projet de coopération au développement en Tunisie « Initiative Pilote pour un Développement local Intégré » financé par l’Union Européenne et la coopération suisse.

L’objectif dudit projet est de soutenir le processus de décentralisation et de créer une dynamique de développement économique locale génératrice d’emplois décents dans les **19** communes dont 14 nouvellement créées dans 04 gouvernorats à savoir : Jendouba (**05**), Kasserine (**02**), Gafsa (**05**), Tataouine (**04**), Kebili (**02**) et Beja (**01**) en favorisant la concertation entre les différents acteurs locaux, d’accompagner les nouvelles équipes communales, d’apporter une réponse intégrée fondée sur la valorisation des richesses locales et la création de PME. Les interventions auront un focus « infrastructure » et se baseront sur la méthodologie HIMO : Haute Intensité en Main d’œuvre associée à des actions de formation professionnelle, développement du secteur privé, l’organisation des petits opérateurs économiques, l’appui à la création de valeur ajoutée locale et le développement de chaine de valeur.

# ,

Ce projet s’intègre dans le cadre de l’appui au processus de décentralisation et de développement local en Tunisie et a permis de réaliser depuis 2018 un ensemble d’ouvrages et d’équipements au profit des communes.

Le Coordinateur national couvrira les gouvernorats d’intervention du projet, et devra donc rester mobile en fonction des activités nécessitant sa présence.

Le/la coordinateur/trice National/e de Projet, chargé/e de **l’assistance technique et du renforcement des capacités de gestion des communes** travaillera sous la supervision du conseiller technique principal du projet IPDLI. Le/la titulaire du poste fournira en particulier les services pour améliorer la performance des communes dans les domaines de la maitrise d’ouvrage des infrastructures locales, du financement locale, y compris par le biais de la fiscalité locale, le développement de partenariat public- privé (PPP) afin d’assurer la rentabilité des investissements marchands réalisés au bénéfice des communes, etc. Conformément au cadre logique du projet, le coordinateur assurera (i) le renforcement des capacités dans l’identification, la planification et la gestion des infrastructures, (ii) l’assistance en finance et fiscalité locale, en gestion budgétaire, en passation des marchés (iii) le développement de partenariat Public-Privé, (iv) le renforcement des capacités des différents acteurs cibles des interventions du projet (Communes, services déconcentrés, PME, Groupements).

# Structure organisationelle et relations de travail :

Ce poste est à pourvoir au sein au projet IPDLI basé à Tunis. Le/la titulaire du poste de travaillera sous la supervision générale de la Directrice du Bureau de Pays de l’OIT à Alger, il/elle travaillera sous la supervision directe du conseiller technique principal et lui fera rapport.

Il/elle travaillera en étroite collaboration avec le coordinateur national Principal. Il/elle assurera la coordination des travaux des experts et consultants nationaux et internationaux qui viendront en appui au projet, en étroite concertation avec le conseiller technique principal du projet.

Il/elle intervient en appui aux coordinateurs régionaux, selon le plan de travail établi en étroite concertation avec l’équipe du projet et en fonction des besoins notamment à la programmation des sessions de formation, des journées de partage, du pilotage des missions de capitalisation, etc.

# Fonctions et responsabilités essentielles:

Veiller au suivi, à l’étude et à l’analyse régulier des programmes d’investissement publics et des autres sources de financement et de leur complémentarité afin d’assurer leur prise en compte dans les activités du projet IPDLI et contribuer au perfectionnement des montages institutionnels et financiers opérés par le projet en vue du financement des projets décentralisés.

Apporter un appui au Conseiller Technique Principal dans la coordination la mise en œuvre des composantes du projet qui concernent et plus particulièrement celle relative au le renforcement institutionnel et des compétences des différentes institutions de formation et des opérateurs intervenant dans le cadre du projet ;

Assurer la coordination et contribuer (i) à l’élaboration des guides, matériels de formation (ii) à l’organisation des activités de formation et de renforcement des capacités de gestion (iii) aux mission d’appui conseil pour le transfert efficace des compétences aux structures nationales et régionales concernées notamment dans les disciplines de gestion liées à la maitrise d’ouvrage et maitrise d’œuvre des opérations locales, au développement local, finances locales et à la passation des marchés

Assurer un accompagnement dans l’action, des communes d’intervention du projet dans l’utilisation des outils et des plans d’action en vue d’assurer la gestion du durable des infrastructures construites.

# .

A ce titre le titulaire du poste de **Coordinateur/trice National/e de Projet, chargé de l’assistance techniques et du renforcement des capacités de gestion des communes** aura à entreprendre les activités suivantes :

Faire élaborer/mettre à jour le plan de travail annuel du projet, avec l’appui de l’équipe technique du projet IPDLI et évaluer/anticiper les besoins d’information du personnel du projet pour qu’ils intègrent dans leurs activités d’assistance et de renforcements des capacités de gestion des communes, en mettant l'accent sur une approche sensible au genre et à l'inclusion des jeunes handicapés dans les activités du projet

Assurer la coordination de la gestion financière des projets approuvés et financés par la contribution de l’UE et suisse y inclus le processus de passation des marchés ;

Contribuer à l’organisation des diverses rencontres, séminaires ou échanges organisés dans le cadre du projet et à la préparation des rapports technique et financier à soumettre au BIT, à l’UE, à la coopération suisse et au Comité de pilotage du projet ;

Coordonner les études, les programmes de formation, les missions d’appuis conseils au bénéfice des communes et d’autres cibles pertinentes intervenant dans le cycle des programmes des investissements décentralisés

Identifier les sources de financements pour les projets sélectionnés par le projet et étudier les complémentarités et synergies à mettre en valeur dans les montages financiers des projets

# .

Former et conseiller les communes dans la mobilisation des ressources y compris ceux qui découlent de la fiscalité locale et également sur les ressources innovantes provenant du secteur privé et d’autres organisations

Appuyer les communes et les acteurs pertinents du processus de décentralisation de la commande publique dans le suivi des procédures en matière de passation des marchés ou d’acquisition d’équipements techniques

Evaluer les communes dans la mise en œuvre de leur plan d’amélioration de la gestion financière des projets d’investissement, recommander des solutions et mettre à leurs dispositions des outils en vue de mobiliser des ressources pour le financement des projets d’investissements au profit des communes

Développer et organiser des programmes de formation pour les communes, d’entités décentralisés y compris les communautés, les collectivités déconcentrées, les entreprises et les bureaux d’études et de contrôle dans leurs rôles respectifs dans le cycle de vie des projets d’investissements au profit des communes, dans la maitrise d’ouvrage et de maitrise d’œuvre locales des investissements décentralisés

# .

Mener des missions d’appui conseils aux communes dans la mise en œuvre de leur plan d’actions en vue d’augmenter leur performance sur le plan de la gestion de leurs infrastructures, initier des études pour développer des partenariats entre les communes et le secteur privé en vue d’assurer l’exploitation durable des équipements construits et mener des actions en vue d’organiser les associations locales et le secteur privé local de participer à la gestion des infrastructures construites Initier des études et des plans d’actions en vue d’augmenter le potentiel fiscal des communes et leur mobilisation pour le financement des projets initiés par les communes et mettre en plan des plans d’amélioration des finances locales et de gestion budgétaire dans le but de financer les réalisations des infrastructures et leur entretien

Conduire des études de rentabilité des projets et introduire les résultats de ces études dans la faisabilité des projets

S’acquitter des autres taches pertinentes demandées

# Qualifications requises

**Formation**

Diplôme universitaire de niveau minimal de licence (ou equivallent ) en économie, finance publique, en sciences sociales, développement durable, ou un autre domaine pertinent.

# Expérience

Une expérience professionnelle dans les services publics ou dans le secteur privé de trois ans au moins. Compétence confirmée dans la préparation et la mise en œuvre de programme de renforcement des compétences institutionnelles. Une maitrise satisfaisante des programmes d’investissements publics, des documents et outils stratégiques et de planification en Tunisie.

Bonne maitrise des procédures des nations unies et une connaissance de l’approche HIMO.

Une aptitude à la création de synergie et de complémentarité avec les services déconcentrés de l’Etat, les partenaires institutionnelles, les centres de recherche, les partenaires sociaux et les autres PTF qui opèrent en Tunisie.

Une expérience dans le développement et diffusion de supports de formation.

# Langues

Excellente maîtrise du français et bonne connaissance de l’arabe. Une connaissance pratique de l’anglais est un avantage.

# Connaissances et compétences

Connaissances et familiarité avec les procédures de la coopération technique internationale ; Aptitude à travailler en équipe et à entretenir de bonnes relations de travail à l’intérieur et en dehors du projet ;

Aptitude à planifier, organiser le travail, de fournir des conseils et des formations aux membres du personnel ;

Compétences démontrées dans le développement de programmes de recherche, de formation aux institutions locales et décentralisées

Connaissance des outils informatiques et des logiciels courants.

Compétences démontrées dans l’organisation des réunions et des formations, capacité d’expression écrite et du rapportage technique.

Bonne connaissance des conditions économiques et sociales des régions et des Gouvernorats concernés ;

Capacité à développer des stratégies d’appui dans le cadre de projets, dans un contexte complexe et impliquant une grande diversité d’acteurs ;

Bonne pratique du terrain, facilité et capacité à communiquer, et à sensibiliser à amener les parties prenantes du projet à collaborer

Compétences démontrées dans la coordination et le développement de programmes de formation et matériel de formation.

Aptitude à synthétiser les besoins d’assistance, de formation et de renforcement des capacité et les stratégies pour la résolution de problèmes.

Facultés de négociation.

Aptitude à faire des analyses sur les aspects complexes en lien avec la gestion des collectivités locales

Bonne pratique du terrain, capacité à communiquer et à sensibiliser les parties prenantes du projet. Compétences démontrées dans l’organisation des réunions et des formations, capacité d’expression écrite et excellentes aptitudes rédactionnelles.

Excellentes facultés d’analyse.

# ,

Outre les compétences essentielles définies par le BIT [intégrité et transparence, sensibilité à la diversité, orientation vers l’apprentissage et le partage de connaissances, souci du client, aptitude à la communication, orientation vers le changement, assume la responsabilité des résultats, souci de la qualité, collaboration], ce poste requiert les compétences suivantes :

Aptitude à interpréter et à respecter les règles, dispositions réglementaires, politiques et procédures applicables.

Aptitude à s’adapter rapidement à de nouveaux logiciels et systèmes informatiques.

Capacités d’analyse et aptitude à faire preuve de discernement et à prendre des décisions concernant des questions opérationnelles.

Bonne aptitude à rédiger et à établir des rapports analytiques sur un ensemble de questions opérationnelles.

Capacité à planifier, gérer et superviser le travail du personnel.



|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Grande discrétion et sens des responsabilités en ce qui concerne le traitement de questions confidentielles.Qualités relationnelles, tact et diplomatie dans les rapports avec les autres. Aptitude à gérer les conflits de priorité.**Aptitude à travailler dans un environnement multiculturel et à adopter un comportement non discriminatoire et sensible aux considérations de genre.**Le recrutement du/de/la candidat/e est conditionné par la disponibilité des fonds. |  |
| **Processus de recrutement**Veuillez noter que tous les candidats doivent remplir un formulaire de demande en ligne. Pour se faire, veuillez vous rendre sur le site e-Recruitment du BIT à l'adresse suivante : https://jobs.ilo.org/. Le système fournit les instructions nécessaires afin de faciliter la procédure |
| de demande en ligne.**Alerte à la fraude**Le BIT ne facture aucun frais à aucun moment du processus de recrutement, que ce soit au moment de postuler, pour l'entretien, la procédure de recrutement proprement dite ou la formation. Les messages émanant d'addresses email différentes de celles du BIT - ilo@.org - ne doivent en aucun cas être considérées. En outre, le BIT n'a pas besoin et ne demande pas de connaître les informations relatives au compte bancaire du postulant. |  |
|  |